

Brexit : pour l'UE, la négociation est close

Les Européens estiment ne plus avoir de marge de manœuvre vis-à-vis de Londres

BRUXELLES - bureau européen

A lors que la première ministre britannique, Theresa May, affronte la tempête à Londres, des voix se font entendre parmi les brexiters : ils demandent une renégociation de l'accord provisoire conclu avec Bruxelles en début de cette semaine, au terme de dix-sept mois d'intenses négociations. *« Je pense que le texte qui nous a été présenté sera rejeté par la Chambre des communes. La première ministre devra donc proposer une autre solution »,* a dit David Davis, l'ex-ministre du Brexit de M^{me} May, vendredi 16 novembre.

Vue de Bruxelles, de Paris ou de Berlin, cette demande d'une réouverture des négociations dans la dernière ligne droite, à quatre mois du Brexit, paraît grandement illusoire. Angela Merkel l'a d'ailleurs dit très clairement, jeudi 15 novembre : *« Nous avons un document sur la table, sur lequel le Royaume-Uni et les Vingt-Sept se sont mis d'accord. C'est la raison pour laquelle, pour moi, en ce moment, il n'y a aucune raison de continuer à négocier quoi que ce soit. »*

« Cet accord, c'est le meilleur auquel on puisse aboutir collectivement en tenant compte des contraintes de chacun. Nous avons épuisé nos marges de manœuvre », expliquait un officiel européen, jeudi.

Parmi les vingt-sept Etats membres, certains auraient plutôt tendance à vouloir durcir le texte négocié entre les équipes de Michel Barnier et celles de Theresa May, estimant qu'il ne va pas assez

loin dans la protection de leurs intérêts. La France ou l'Allemagne trouvent, par exemple, que l'Union européenne aurait pu davantage renforcer les garde-fous assurant des règles du jeu égales et une concurrence loyale avec le Royaume-Uni, s'il reste dans l'union douanière dans le cadre du « filet de sécurité irlandais » (la solution trouvée pour éviter le retour d'une frontière entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande).

Double exigence

La France, les Pays-Bas, l'Espagne, le Portugal ou le Danemark s'inquiètent par ailleurs qu'un accord soit remis à plus tard (juillet 2020) sur l'accès de leurs pêcheurs aux eaux britanniques. Les diplomates des Etats membres vont enchaîner les négociations tout ce week-end, afin d'éplucher, ligne à ligne, le pavé de 585 pages désormais sur la table.

Certes, avec Londres, les Vingt-Sept doivent encore préciser quelle serait la durée d'une éventuelle prolongation de la période de transition, pour l'instant fixée entre le 30 mars 2019 et le 31 décembre 2020. Et, évidemment, si les Britanniques formulent des demandes sur des points de détail, la porte ne leur sera officiellement pas fermée.

Car côté Bruxelles, il n'est plus question de toucher au traité de divorce à proprement parler, sinon à la marge. Les diplomates travaillent surtout à muscler la « déclaration politique » accompagnant le traité, et censée esquisser la relation future entre Londres et les Vingt-Sept. Le but est d'avoir finalisé ce document d'ici au conseil des ministres des affaires euro-

péennes, lundi 19 novembre, prélude au conseil européen spécial Brexit du 25 novembre.

Plus généralement, Theresa May a beau jeu de dire que ce pro-

Les Britanniques ont sous-estimé la farouche volonté des Européens de préserver le marché intérieur

jet d'accord est *« le meilleur (...) que nous pouvions négocier »*. Car, s'il ne respecte pas les conditions d'un Brexit rêvé par les brexiters (le Royaume-Uni reste dans l'Union douanière, au moins provisoirement), ce projet de traité est le meilleur auquel Londres pouvait prétendre, étant donné les conditions formulées par M^{me} May en tout début de négociation. Elle avait alors choisi l'option d'un « Brexit dur », début de 2017, disant vouloir faire sortir son pays à la fois du marché intérieur et de l'Union douanière.

Mais cette double exigence impliquait le retour d'une frontière physique entre l'Irlande du Nord et la République d'Irlande. Pour éviter cette perspective, qui aurait mis en danger les accords de paix de Belfast, Dublin et Bruxelles ont obtenu de Londres la mise en place de ce fameux « filet de sécurité ». Or cette assurance contraint le Royaume-Uni à un « Brexit soft », en le maintenant dans l'union douanière européenne pour un bon bout de temps.

Par ailleurs, les Britanniques ont sous-estimé la farouche volonté des Européens de préserver le marché intérieur, considéré notamment à l'est du continent comme le principal acquis de la construction commune. Pas question de l'affaiblir en transitionnant sur ses règles de fonctionnement : respect des quatre libertés de circulation (des biens, des personnes, des capitaux et des services) et prééminence de la Cour de justice de l'UE dès qu'il

s'agit de se prononcer sur des lois de l'Union.

Les Vingt-Sept ont négocié avec ces lignes blanches en permanence sur la table. Sans rompre les rangs, même si des nuances se sont çà et là exprimées. « Cette unité [des Vingt-Sept] est très réelle, très solide et pas artificielle, elle ne tombe pas du ciel », avait déclaré Michel Barnier mercredi.

Jouer la politique du pire en espérant que les Vingt-Sept, pris de panique, céderont à l'approche d'un « no deal » ? Ce scénario pa-

rait également illusoire. Au pire, les Vingt-Sept pourraient considérer une prolongation de l'article 50, le cadre légal de la négociation, au-delà du 29 mars 2019. Mais ce serait à Londres d'en faire la demande, et cette dernière devrait être validée à l'unanimité des capitales européennes. Quant aux Vingt-Sept, « ils n'accepteront que s'il s'agit de quelques semaines supplémentaires, le temps de régler des points de détail », insiste un diplomate européen. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX

Theresa May nomme un nouveau ministre du Brexit

Le secrétaire d'Etat britannique à la santé, Stephen Barclay, a été nommé ministre du Brexit, vendredi 16 novembre, en remplacement de Dominic Raab, qui avait démissionné la veille du fait de son désaccord avec le plan de sortie de l'UE de Theresa May. Cet avocat de 46 ans, député dans le Cambridgeshire (est de l'Angleterre), est un eurosceptique. Après avoir essuyé quatre départs au sein de son gouvernement, Theresa May a par ailleurs reçu le soutien de deux poids lourds pro-Brexit du gouvernement, vendredi, les ministres de l'environnement Michael Gove et du commerce international Liam Fox.